



RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

FORUM TUNISIEN POUR LES DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX



Sommaire

I-Groupe(s) cible(s).....	5
II-Activités.....	5
Thématique n°1 : Migration et réfugiés.....	5
Activité n°1 : Mobilisations et accompagnement.....	5
1. Sit-in et grèves.....	5
2. Marches, rassemblements et manifestations.....	8
Activité n°2 : Ateliers, séminaires et tables rondes.....	7
Activité n°3 : Activités culturelles.....	8
Activité n°4 : Information et communication.....	10
1. Communiqués, conférences de presse et notes critiques.....	10
2. Correspondances.....	13
Activité n°5 : Visites, enquêtes et réunions.....	13
Thématique n°2: Précarité sociale au regard des Droits.....	15
Économiques, Sociaux et Environnementaux	
Activité n°1 : Mobilisations et accompagnement.....	15
1. Sit-in et grèves.....	15
2. Marches, rassemblements et manifestations.....	15
Activité n°2 : Ateliers, séminaires et tables rondes.....	16
Activité n°3 : Activités culturelles.....	19
Activité n°4 : Information et communication.....	20
1. Communiqués et conférences de presse.....	20
Activité n°5 : Visites, enquêtes et réunions.....	21
Thématique n°3 : Renforcement des capacités.....	23
Activité n°1 : Information et communication.....	23
Activité n°2 : Transfert de compétences.....	23
Activité n°3 : Dynamisme des sections locales.....	26
1. Assises de la Société Civile : Monastir, 20-23 décembre 2013.....	26
2. Section locale du Bassin Minier-Redeyef.....	27
3. Section locale de Monastir.....	30
4. Section locale de Kairouan.....	32
5. Section locale de Kasserine.....	35
Thématique n°4 : L'Observatoire Social Tunisien.....	36
Lancement d'un projet novateur.....	36
Activité n°1 : Ateliers, séminaires et tables rondes.....	37
Activité n°2 : Information et communication.....	38
1. Communiqués, conférences de presse et notes critiques.....	38
2. Rencontres et événements.....	40
3. Outils web.....	42
Activité n°3 : Visites, enquêtes et réunions.....	43

Depuis sa création en Mars 2011, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux – en tant qu’organisation non gouvernementale – œuvre pour le respect et la diffusion de la culture des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux indivisibles et universels.

Le FTDES entend ainsi jouer un rôle majeur dans la défense des droits des tunisien-ne-s et des migrant-e-s. Au cours des neuf derniers mois, ses activités se sont principalement axées sur les thématiques des migrations, de la précarité sociale et du renforcement de capacités à travers des approches genre et écologique intégrées, notamment dans les régions de l’intérieur du pays. Reconnaisant le caractère indissociable de ces thématiques, le présent rapport entend néanmoins les diviser à des fins méthodologiques. Ainsi, le FTDES poursuit son combat aux côtés des familles de migrants disparu-e-s en mer et des réfugié-e-s du camp de Choucha qui vivent dans des conditions inacceptables depuis vingt-quatre mois sans statut juridique tunisien. Il a notamment porté l’ensemble de leurs revendications à travers des actions de lobbying et de plaidoyer auprès du Haut Commissariat aux Réfugié-e-s des Nations Unies et des autorités tunisiennes et italiennes.

Par ailleurs, le FTDES lutte contre toutes les formes de précarité et d’exclusion sociale. De ce fait, il entend satisfaire une meilleure synergie entre les acteurs des mouvements sociaux à travers la mise en place d’un Observatoire Social Tunisien en juin 2013. Le défi majeur de ce dernier sera de promouvoir un nouveau modèle de développement pour la Tunisie.

Enfin, le FTDES est conscient de la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux pour la revendication de leurs droits. C’est dans cette optique que les membres des sections locales de Kasserine, Monastir, Redeyef et Kairouan ont participé à des ateliers de formation avec les membres du bureau exécutif national.

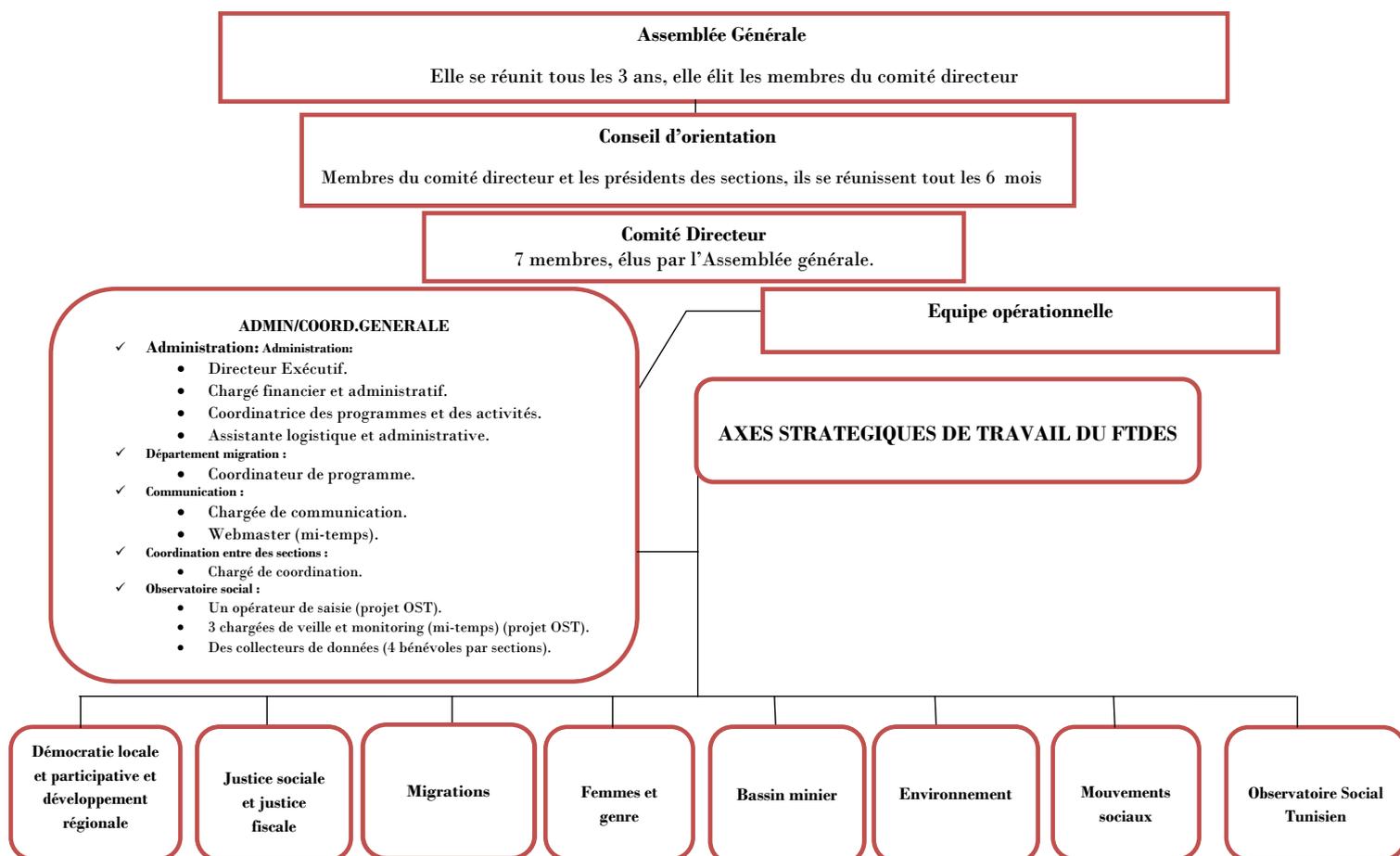
¹ En raison de la fermeture du camp de Choucha, le FTDES a été contraint de fermer son bureau local de Zarzis qui était principalement en charge du suivi du camp et assure désormais depuis Tunis le suivi de la question des réfugiés de Choucha.

Gouvernance du FTDES

L'Assemblée Générale, constituée des membres du bureau exécutif des sections locales, veille au respect des valeurs promues par le FTDES et élit le bureau exécutif national – composé de sept membres – pour un mandat de trois ans. Ce dernier se réunit tous les mois, oriente les stratégies d'actions globales de l'association et recrute le personnel nécessaire à la réalisation de ses missions.

Par ailleurs, un conseil d'orientation se réunit tous les six mois pour s'engager vers une démarche qualité au profit des populations cibles et entreprendre une politique de transparence afin d'accroître l'efficacité des actions menées. De ce fait, un audit externe a été publié au début du mois de juillet 2013 pour être par la suite envoyé au Premier Ministre, conformément à la réglementation en vigueur².

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DU FTDES



² Les conclusions du rapport d'audit 2013 ont été publiées dans la presse le 24 mars 2014

I-Groupe(s) cible(s)

Le FTDES cible des groupes de populations qui évoluent selon le type d'activités et les objectifs atteints. Les plus concernés sont les suivants :

- Migrant-e-s et leurs familles, victimes et disparu-e-s.
 - Ouvrières du textile.
 - Chômeurs/chômeuses non diplômé-e-s.
 - Communautés scientifiques : chercheurs, doctorants, étudiants.
 - Journalistes, communicants, mécènes.
 - Acteurs associatifs, militants, syndicalistes, activistes, avocats.
 - Décideurs : chefs de partis politiques, membres de l'Assemblée Constituante, Ministres (Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères, Ministre de l'Intérieur, Ministre des Affaires Sociales, Ministre de l'Emploi, Ministère de l'Industrie, Ministre de la Justice, Ministre de l'Environnement).
- Au vue de l'importance cruciale de l'Assemblée Nationale Constituante dans l'élaboration de la future Constitution, des rencontres avec les membres élus sont organisées pour la sensibilisation aux DESC.
- Responsables d'ONG nationales et internationales.
 - Décideurs économiques : conseils d'administrations des entreprises, missions économiques étrangères.
 - Gouvernements et représentations diplomatiques étrangères.
 - Organisations internationales : UE, PNUD, HCR, OIM, UNICEF, HCHR.
 - CICR.

II-Activités.

Thématique n°1 : Migration et réfugiés.

Activité n°1 : Mobilisations et accompagnement.

1. Sit-in et grèves.

Au cours des derniers mois, le FTDES a apporté son soutien aux réfugié-e-s et aux familles des disparu-e-s en mer. L'encadrement de sit-in et le soutien aux familles et grévistes de la faim a ainsi permis une mobilisation de l'opinion publique sur le dossier des disparu-e-s en mer et des réfugié-e-s et l'exercice d'une pression continue auprès des autorités tunisiennes, italiennes et du bureau du Haut Commissariat aux Réfugié-e-s des Nations Unies (HCR) à Tunis.

Le FTDES a soutenu l'arrivée à Tunis en janvier 2013 d'une cinquantaine de réfugiés du camp de Choucha pour faire entendre leurs revendications au HCR. L'ancienne section locale du FTDES de Zarzis a accompagné le sit-in de réfugié-e-s le 27 février 2013. Par ailleurs, le FTDES a porté les protestations des douze Palestiniens vivant à Choucha ainsi que d'une quarantaine de réfugié-e-s – dont des mineurs – en grève de la faim, respectivement depuis le 17 mars et le mois d'avril 2013. A chaque événement, les revendications des réfugiés ont été relayées à la presse par des communiqués et interventions de membres du FTDES.



Sit-in des réfugié-e-s à la Kasbah devant le palais du gouvernement, 20 janvier 2013.

2. Marches, rassemblements et manifestations.

Conscient de la dégradation du mal-être des familles de disparu-e-s, le FTDES entend appuyer leurs revendications. Une manifestation rassemblant une centaine de familles de personnes disparues et plusieurs dizaines de soutiens a ainsi été organisée le 12 septembre 2012 sur la Place du 14 janvier à Tunis afin d'obtenir des réactions de la part des autorités.



Manifestation des familles des migrants disparus, Place du 14 janvier 2011, 12 septembre 2012, Tunis³.

A l'occasion de la Journée Internationale des migrants, le FTDES a par ailleurs organisé une grande manifestation le 18 décembre 2012.

Activité n°2 : Ateliers, séminaires et tables rondes.

Le FTDES entend être une force de propositions à travers la tenue d'événements réunissant différents experts et membres de la société civile. Ainsi, le 28 septembre 2012, le FTDES a organisé à Tunis une table ronde intitulée « Le naufrage des 6 et 7 septembre à la lumière de la situation migratoire entre la Tunisie et l'Italie » en partenariat avec le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) et le réseau Boats 4 People. Celle-ci a rassemblé plus de soixante participant-e-s. Experts, professionnels, étudiants et activistes indépendants ont ainsi pu alimenter un débat de fond sur la thématique de la migration.

Le FTDES a intégré en février 2013 le réseau euro-africain Migreurop qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations de défense des droits des migrants. Ce réseau a lancé une campagne intitulée « Frontexit » visant à dénoncer les violations aux droits des migrants de l'agence européenne des frontières (FRONTEX). Dans le cadre du lancement de la campagne, un atelier sur les activités de Frontex en Afrique, notamment en Tunisie, en Mauritanie, au Maroc et dans la CEDEAO a été organisé lors du Forum Social Mondial à Tunis.

En avril 2013, le FTDES a participé à une table ronde organisée par le REMDH à Tunis sur les accords de réadmission. L'intervention du FTDES a été retranscrite dans un article concernant les conséquences des accords de partenariats privilégiés avec l'Union Européenne sur les droits des migrants en collaboration avec l'organisation européenne Statewatch. La même semaine, le FTDES a organisé une rencontre avec la responsable des affaires migratoires auprès de la Commissaire Européenne aux Affaires Intérieures, Mme Anna Terron, et les familles de migrants disparus.

³ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5880906479291740865>

Le FTDES a activement participé à la table ronde organisée par le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme sur les accords de Partenariat Privilégié avec l'Union Européenne, notamment à travers la thématique de la migration. De cette participation a découlé une note co-écrite avec l'organisation européenne Statewatch sur les conséquences des accords de partenariat privilégié sur les droits des migrants (voir infra).

En mai 2013, pendant la conférence de la coordination de bailleurs étasunienne EDGE intitulée « Just Giving Conference » à Washington D.C., le FTDES a co-organisé un panel sur les morts aux frontières avec des membres d'organisations latino-américaines et étasuniennes travaillant sur la même thématique. Ce panel a été l'occasion de montrer les conséquences également mortifères des politiques anti-migratoires en Méditerranée et dans les Amériques en comparant différents terrains d'action.



En outre, le FTDES a organisé un séminaire sur « Migration, droits des migrants et relations Tunisie/UE » à Bizerte les 4, 5 et 6 juillet 2013. Les représentants de la société civile et du Secrétariat d'Etat tunisien à l'Immigration et aux Tunisiens à l'étranger ont alors soumis plusieurs propositions, telles qu'entres autres l'inscription de l'égalité des droits pour tous dans la constitution tunisienne, la suppression du terme « migration illégale » et la prise en compte de la question des disparus en mer.

Activité n°3 : Activités culturelles.

Le FTDES entend sensibiliser l'opinion publique à travers l'organisation d'activités culturelles pour aborder la thématique des migrations. A cet égard, il a organisé la projection-débat du film « LAMPEDUSA 2011, nell'anno della primavera Araba » («Lampedusa 2011: L'année du printemps arabe») le 20 novembre 2012 à la maison de la Culture Ibn Rachiq de Tunis, en présence de son réalisateur italien Mauro Seminara et de l'association culturelle Askavusa qui soutient les migrants qui arrivent à Lampedusa.

En outre et à l'occasion de la journée internationale des migrants, le FTDES a organisé deux journées de mobilisation à Tunis les 17 et 18 décembre 2012. La première journée portait sur la présentation des activités du FTDES. La participation d'un grand nombre aux activités culturelles proposées le lendemain – graffiti libre, concerts de rap et de break-dance, projections de courts-métrages, stand d'information et de sensibilisation, etc. – a quant à elle été fortement remarquable sur l'Avenue Habib Bourguiba.



Spectacle de break-dance sur l'Avenue Habib Bourguiba, 18 décembre 2012, Tunis⁴.

Le FTDES a également organisé une exposition photographique sur les migrants à Lampedusa, en Libye et les disparus en mer le 9 octobre 2013 au sein de ses locaux de Tunis pour sensibiliser le public aux difficiles conditions de vie de ces migrants.

⁴ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5880769438971899265>



Activité n°4 : Information et communication.

1. Communiqués, conférences de presse et notes critiques.

En réaction à divers évènements nationaux et internationaux, le FTDES a exprimé son positionnement en publiant une dizaine de communiqués au sujet du naufrage de Lampedusa, des réfugié-e-s du camp de Choucha et plus généralement, de la liberté de circulation. Il entend ainsi mener un plaidoyer en faveur d'une meilleure protection du droit des migrant-e-s et des réfugié-e-s. Les communiqués du FTDES sont généralement repris par la presse et les membres de l'association interviennent régulièrement dans les médias au sujet de la migration.

A ce titre, deux communiqués ont été publiés durant le mois de novembre 2012 afin de protester contre un projet de fermeture du camp de Choucha le 30 juin 2013 et demander le réexamen des demandes d'asiles rejetées. Dans un communiqué commun avec l'ONG italienne ARCI publié le 11 septembre 2012, le FTDES avait par ailleurs réclamé une révision de la législation actuelle en vigueur sur les conditions d'accès en Italie et en Europe.

Une nouvelle demande, publiée le 5 décembre 2012, a été transmise aux autorités tunisiennes et européennes lors des négociations sur la mise en place d'un partenariat régulant les flux migratoires. Quelques jours avant la rentrée universitaire, le FTDES a en outre diffusé un communiqué de presse au sujet des risques pour les étudiants étrangers d'être rejetés à l'aéroport.

⁵ Photo disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.561413983913827.1073741853.293356094052952&type=3>

Afin d'offrir une visibilité médiatique directe à la thématique migration et réfugié-e-s, le FTDES a parallèlement organisé plusieurs conférences de presse. A cet égard, une conférence de presse s'est tenue le 12 septembre 2012 dans les locaux du FTDES en présence notamment de journalistes tunisiens et internationaux et de plusieurs représentants de la société civile. Ce fut l'occasion de revenir sur les circonstances du naufrage des 6 et 7 septembre mais aussi sur l'ensemble des naufrages, morts et disparitions maritimes. Une autre conférence de presse sur la situation des réfugié-e-s en Libye et dans le camp de Choucha fut initiée le 6 novembre 2012 par le FTDES et la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme).



Conférence de presse, 6 novembre 2012⁶, Tunis.

Trois jours avant la fermeture officielle du camp de Choucha, soit le 27 juin 2013, le FTDES a invité la presse dans ses locaux de Tunis pour alerter sur les risques liés à cette fermeture. Insistant sur l'absence de logement, de statuts juridiques permettant l'accès aux droits fondamentaux, cette conférence a également souligné les actes racistes dont sont victimes les réfugiés.



Conférence de presse sur la fermeture du camp Choucha, 27 juin 2013, Tunis.

⁶ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5837101664108799249>



Le 19 août 2013, le FTDES est intervenu au cours d'une conférence de presse organisée à l'occasion du boycott de la conférence annuelle ministérielle sur les tunisiens à l'étranger. L'objectif était d'attirer l'attention des médias sur le naufrage du 17 – 18 août 2013.

D'autres conférences de presse ont été organisées les 31 octobre 2013 et 12 novembre 2013, portant respectivement sur les thématiques « Migrants et disparus » et « droits des étrangers en Tunisie ».

Suite au Partenariat Privilégié UE-Tunisie 2013-2017, Nicanor Haon, responsable de la thématique « migrations et réfugié-e-s » au sein du FTDES et Marie Martin, de l'ONG Statewatch, ont quant à eux publié une note critique d'une vingtaine de pages le 12 avril 2013 afin de faire respecter les droits des migrant-e-s et des réfugié-e-s.

Enfin, les représentants du FTDES ont apporté des réponses aux questions des journalistes sur les migrations en Tunisie. Ces explications se sont inscrites dans une quinzaine d'articles et une vingtaine d'interviews effectuées pour la presse écrite, la radio et la télévision.

2. Correspondances.

Plusieurs lettres ont été adressées aux autorités tunisiennes, étrangères et internationales – tels que le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère des Affaires Sociales, le Premier Ministère, l'Assemblée Nationale Constituante, l'Ambassade d'Italie et le Haut Commissariat aux Réfugié-e-s des Nations Unies. Ces correspondances ont été entreprises afin d'attirer leur attention sur le suivi des dossiers des disparu-e-s, de revendiquer une transparence et d'exiger la création d'une commission d'enquête.

A cet égard et suite à l'incident maritime des 6 et 7 septembre 2012 au large de l'îlot de Lampione, le FTDES a sollicité le 10 septembre 2012 les autorités italiennes afin d'obtenir la liste des survivants qui se trouvent à Lampedusa. Plusieurs fax et courriers électroniques ont ainsi été adressés.

Activité n°5 : Visites, enquêtes et réunions.

Afin de préciser les enjeux sous-jacents de la problématique des tunisiens disparu-e-s en mer durant l'année 2012, le FTDES a publié en mars 2013 un rapport d'enquête sur la question. Deuxième rapport rédigé par le FTDES sur ce sujet⁷, cette étude constitue à la fois un support d'information, d'alerte et de recommandation sur l'émigration maritime.

Parallèlement, le FTDES a effectué plusieurs visites d'observation du camp de Choucha. Une enquête de terrain concernant la situation des réfugié-e-s durant le mois d'avril a notamment donné lieu à la publication le 18 avril 2013 d'un appel urgent sur la mise en danger de la population du camp.

⁷ Un premier rapport avait été publié en septembre 2012.



Une douche dans le secteur E du camp de Choucha, 19 avril 2013, Ben Guerdane⁸.

En outre, le FTDES a initié de nombreuses réunions au sein de la société civile, dont notamment celle du 12 novembre 2013 au sujet des droits des étrangers en Tunisie. C'est ainsi que les représentants du FTDES sont régulièrement entrés en contact avec les migrant-e-s qui habitent dans le grand Tunis. Des entrevues se sont également exercées dans le champ associatif et syndical tunisien (LTDH, ATFD, UGTT, ...) afin d'aborder la situation des disparu-e-s et des réfugié-e-s de Choucha. La question des accords européens sur la mobilité a quant à elle fait l'objet d'une réunion le 25 novembre 2013. Afin de porter son action au niveau international, le FTDES coordonne le comité de pilotage international de la campagne « Boats 4 People 2012 ». Parallèlement, le FTDES est membre du comité de pilotage du projet⁹ « Loujna Tounkaranké » de défense des droits des migrants et a assisté à sa réunion annuelle organisée à Tunis avant le Forum Social Mondial de mars 2013.

Enfin, le FTDES s'est entretenu avec des entités gouvernementales. A ce titre, deux rencontres se sont déroulées avec Khalil Zaouia, Ministre des Affaires Sociales afin d'alerter les autorités tunisiennes sur la situation sociale des réfugié-e-s du camp de Choucha. Cinq réunions se sont par ailleurs tenues avec Houcine El Jaziri, Secrétaire d'Etat de l'Immigration et des Tunisiens à l'Etranger à la suite desquelles le FTDES a obtenu la mise en place d'une commission d'enquête sur les Tunisien-ne-s disparu-e-s en mer.

⁸ Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.490978280957398.1073741830.293356094052952&type=3>

⁹ Les autres membres du Comité de Pilotage sont originaires de la France, du Niger, du Maroc, du Sénégal, de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie.

Thématique n°2: Précarité sociale au regard des Droits Économiques, Sociaux et Environnementaux.

Activité n°1 : Mobilisations et accompagnement.

1. Sit-in et grèves

Le FTDES a appuyé la grève générale organisée par les habitants de la baie de Monastir le 18 septembre 2013 afin de lutter contre la pollution de leur environnement.



2. Marches, rassemblements et manifestations.



Dans le cadre de la coalition nationale indépendante sur la justice transitionnelle, le FTDES a réuni différents acteurs de la société civile les 13 et 14 janvier 2013 afin de réitérer la place centrale de la justice sociale et notamment des martyrs dans le processus de justice transitionnelle.

¹⁰ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5880783265948489233>

C'est dans cette optique que la section locale du Bassin Minier - Redeyef avait soutenu un rassemblement devant le Gouvernorat de Gafsa le 31 décembre 2012 ainsi que la grève générale du 3 janvier 2013 afin de réclamer la révision du décret-loi 97. Ce dernier porte sur les martyrs de la révolution tout en excluant la question de l'indemnisation des familles des blessés et martyrs du soulèvement du bassin minier de Gafsa. Face à l'insensibilité des autorités sur ce dossier, le FTDES a porté les revendications des citoyen-ne-s du bassin minier à travers l'organisation d'une manifestation le 17 janvier 2013 devant l'Assemblée Nationale Constituante à Tunis.



Manifestation contre le décret-loi 97 devant l'Assemblée Nationale Constituante, 17 janvier 2013, Tunis.

Activité n°2 : Ateliers, séminaires et tables rondes.

Le FTDES a initié une rencontre entre les membres de la société civile tunisienne et Jean-Luc Mélenchon, penseur et analyse politique, en février 2013. A ce titre, une conférence intitulée « Eco-socialisme, un nouvel horizon pour le progrès humain » s'est tenue le 11 février 2013 à la Maison de la Culture Ibn Rachiq de Tunis afin d'intégrer une approche écologique aux enjeux économiques et sociaux. En tant qu'alternative envisageable pour encourager le développement humain, l'éco-socialisme a été présenté par Jean-Luc Mélenchon comme un système à responsabilité partagée. Rappelant les failles évidentes du capitalisme actuel, cette journée permit de souligner une prise de conscience collective quant au développement éco-socialiste.



Conférence « Eco-socialisme, un nouvel horizon pour le progrès humain », Maison de la Culture Ibn Rachiq, 11 février 2013¹¹, Tunis.

En outre et dans le cadre du Forum Social Mondial qui s'est déroulé à Tunis-El Manar en mars 2013, le FTDES et ses sections locales ont proposé divers ateliers aux participants afin de procurer une visibilité et une réflexion plus importantes aux diverses problématiques sociales actuelles.

A ce titre, six ateliers se sont tenus le mercredi 27 mars 2013 sur les thématiques des activités économiques informelles à Kasserine, les processus de pacification et de justice transitionnelle, les crimes socio-environnementaux, les pratiques de la démocratie participative, les violations des droits des femmes ouvrières dans le secteur du textile ainsi que l'exploitation minière. Les questions des accords sur les investissements, de la responsabilité sociale des entreprises et des mouvements des diplômés chômeurs ont quant à elles été évoquées lors des ateliers du lendemain.

Début juin 2013, le FTDES a intégré la délégation tunisienne pour se rendre en Syrie du 2 au 7 juin 2013 sous l'égide du Croissant Rouge Syrien. Réclamant la libération des tunisiens détenus en Syrie, cette délégation était composée de membres de la société civile, des familles des détenus ainsi que de journalistes

De surcroît, le FTDES a organisé un séminaire intitulé « La Compagnie de Phosphate de Gafsa : réalités et défis » les 3 et 4 juin 2013 à Tunis. Les enjeux majeurs de la région du Bassin Minier ont ainsi été abordés par les soixante-dix participants au cours des ateliers.

¹¹ Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.468796649842228.114040.293356094052952&type=3>

Ces derniers portaient sur divers sujets tels que le rôle de la Compagnie de Phosphate de Gafsa dans le développement régional, les services sociaux dans le Bassin Minier, la situation environnementale dans le Bassin Minier, les dimensions sectorielles et sociales de la crise de Gafsa et l'état des négociations entre les acteurs sociaux et la Direction de la Compagnie de Phosphate de Gafsa. Simultanément, la diffusion d'un documentaire sur le développement de la région du Bassin Minier accentua la sensibilisation du public aux revendications des habitants de la région.



Par ailleurs et dans le cadre du projet CRAFT (Capacity for Research and Advocacy for Fair Taxation), les organisations Oxfam, ECESR et Tax-Justice Network-Africa (TJNA) ont initié une rencontre ainsi qu'une formation de différents partenaires au Moyen-Orient – venus de Palestine, Jordanie, Liban, Tunisie, Maroc et Egypte – autour de la justice fiscale.

Représenté au Caire du 10 au 14 juin 2013, le FTDES a ainsi participé dans un premier temps à une rencontre les 10 et 11 juin afin de soutenir la mise en place d'une justice fiscale qui garantisse l'accès aux droits fondamentaux au Moyen-Orient. Dans un second temps, l'organisation a reçu plus spécifiquement une formation sur la question. Ce fut ainsi l'occasion pour le FTDES et les autres organisations présentes de revenir sur la pertinence de la taxation vis-à-vis du développement, les politiques fiscales et leurs acteurs stratégiques, la justice fiscale et les mobilisations des ressources nationales, la démocratie, la bonne gouvernance, la corruption ainsi que le blanchiment d'argent. Cette formation permit particulièrement aux participants d'acquérir de solides outils de plaidoyer pour la justice fiscale.

Enfin, le FTDES a soutenu l'organisation du congrès national contre la violence et le terrorisme des 18 et 19 juin 2013. Mobilisant environ 300 associations et une centaine de partis politiques, cet événement a vu la participation de diverses composantes de la société civile et du gouvernement alliées autour de la paix.

¹² Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.508325752555984.1073741837.293356094052952&type=3>

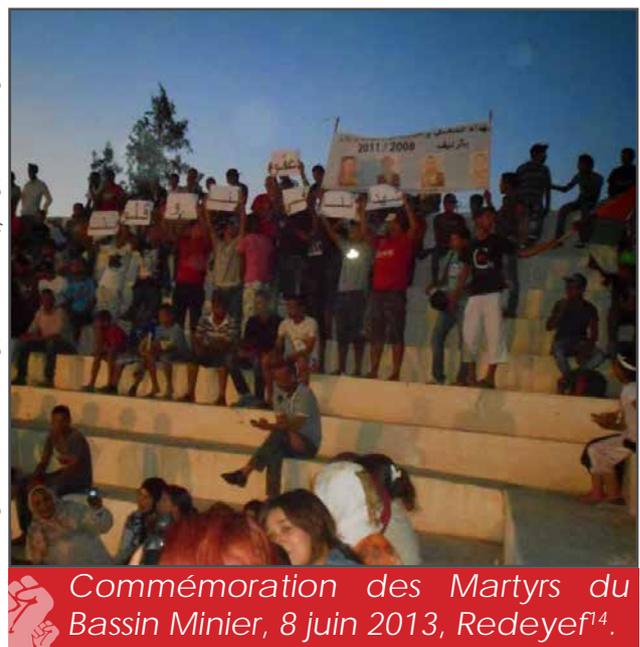
Il s'est clôturé par la signature du «Pacte national contre la violence et le terrorisme»¹³ par une soixantaine de partis et plus de 200 associations. Ce dernier comporte des principes généraux relatifs à la diffusion de la culture des droits de l'Homme, à la cohabitation et à l'acceptation de l'autre et des principes démocratiques dans une optique de pacification des conflits.



Congrès national contre la violence et le terrorisme, Palais des Congrès, 18 juin 2013, Tunis.

Activité n°3 : Activités culturelles.

A l'occasion de la commémoration du cinquième anniversaire des révoltes du Bassin Minier de 2008, le FTDES a proposé de nombreuses activités aux habitants de Redeyef entre les 6 et 9 juin 2013. Ces quatre journées ont notamment été rythmées par une série de conférences et d'activités culturelles ainsi que des visites auprès des familles des victimes du soulèvement de 2008 et de la révolution de décembre 2010 - janvier 2011.



Commémoration des Martyrs du Bassin Minier, 8 juin 2013, Redeyef¹⁴.

¹³ Voir <http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-que-dit-la-charte-de-lutte-contre-la-violence-et-le-terrorisme/id-menu-325.html>

¹⁴ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5891870209165831969>

1. Communiqués et conférences de presse.

Le Forum a réagi à des événements nationaux à travers la publication de communiqués et l'organisation de conférences de presse. Ainsi, dans une note publiée le 13 décembre 2012, il a témoigné son inquiétude quant à la recrudescence d'actes de violences perpétrés par les forces de l'ordre lors de manifestations en Tunisie. A cet égard, il a tenu une conférence de presse le 19 mars 2013 suite à la publication de son rapport d'enquête sur la répression survenue à Siliana. Les conclusions de ce dernier ont alors été mises en lumière par les intervenants. Précisément, parmi les 173 victimes de Siliana, 38 ont été blessées au dos alors qu'elles ne représentaient aucune menace pour les forces de l'ordre. Le FTDES a par conséquent revendiqué publiquement une réforme du système policier ainsi qu'une indemnisation des victimes de ces violences.



La rencontre entre une délégation de la société civile tunisienne dont le FTDES faisait parti et des représentants de la société civile syrienne tenue à Damas le 3 juin 2013 a quant à elle débouché sur un communiqué final¹⁵ comportant trois points

d'entente entre les deux groupes. Dans une optique de lutte contre la violence et la haine totalement indépendante de considérations politiques mais s'inscrivant dans la défense des droits de l'Homme, les signataires¹⁶ ont alors ciblé les problématiques suivantes : l'incarcération, l'emprisonnement et les armées, les besoins des communautés tunisienne et syrienne ainsi que la lutte contre le terrorisme.

¹⁵ Disponible sur <http://astrolabetv.com/fr/la-delegation-tunisienne-avance-dans-les-negociations/>

¹⁶ Le Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux, l'Observatoire syrien des victimes de violence et de terrorisme, l'Instance Nationale des Avocats tunisiens, la Fondation caritative Mahjoub, l'Association des secours des Tunisiens à l'Étranger, l'Union des Tunisiens indépendant pour la liberté et des Correspondants Libres.

Une conférence de presse a également été organisée par cette délégation à Tunis le 18 juin 2013 afin de revenir sur les difficultés et les dangers auxquels sont confrontés les tunisiens vivant actuellement en Syrie. Outre un appel aux autorités pour contrecarrer ce péril, ce fut l'occasion d'annoncer la tenue prochaine d'un congrès contre la haine et le terrorisme par la société civile, en partenariat avec la mosquée Zitouna. De plus, une conférence de presse a été organisée le 9 octobre 2013 afin de présenter les rapports thématiques 2013 du FTDES et a réuni plus de cent participants. Le FTDES a ainsi pu rappeler ses revendications dans tous ses domaines d'intervention.

Activité n°5 : Visites, enquêtes et réunions.

Suite à la répression des manifestations survenues dans le gouvernorat de Siliana, l'association a mis en place une commission d'enquête indépendante. Un rapport a ainsi été rédigé et présenté le 19 mars 2013. Il a également été remis au Président provisoire de la République Moncef Marzouki et au Président de l'Assemblée Nationale Constituante Mustafa BenJafaâr. Un an après les événements, le 26 novembre 2013, la commission d'enquête du FTDES a organisé une conférence de presse à Siliana afin de revenir sur le fait que les blessés n'ont toujours pas été pris en charge.



Conférence de presse de la commission d'enquête sur les événements de Siliana, 26 novembre 2013, Siliana¹⁷.

¹⁷ Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.633991293303721.1073741952.235768806459307&type=1>

Une étude de terrain de l'économiste Abdeljelil Bedoui sur « Le défi de l'emploi et la nécessité de repenser le modèle de développement » a également été publiée par le FTDES en mars 2013. De plus, une enquête conduite par les membres du FTDES sur le désastre écologique de la baie de Monastir a été publiée en mai 2013. Ce rapport de plaidoyer a notamment permis d'appuyer les diverses négociations avec le Ministère de l'Environnement et de l'Équipement pour un plan d'assainissement des eaux usées dans la région. En novembre 2013, le Ministère annonça l'attribution de 84 millions de dinars à cet effet.

Enfin, plusieurs réunions ont été organisées avec le Ministre des Affaires Sociales, Monsieur Khalil Zaouia, afin d'attirer l'attention des autorités sur des cas de pauvreté extrême de nombreux tunisien-ne-s et réclamer une amélioration de leur situation.

Les 18 et 19 novembre 2013, les recommandations du FTDES vis-à-vis des réformes sociales et éducatives ont été présentées au sein des réunions UNDAF d'élaboration stratégique du plan de coopération 2015-2019 entre les agences des Nations Unies et le Ministère tunisien des Affaires Etrangères. De nombreux représentants ministériels ont ainsi pu entendre le plaidoyer du FTDES.

Au niveau international, une réunion du comité de suivi du Forum Social Maghreb-Machrek s'est tenue à Tunis les 6, 7 et 8 septembre 2013. Le FTDES a ainsi pu consolider ses alliances avec ses partenaires régionaux sur les diverses préoccupations évoquée durant le Forum Social Mondial.



Formation générale des sections, 12 septembre 2013, Tunis.

Thématique n°3 : Renforcement des capacités.

Activité n°1 : Information et communication.

Afin de pallier au manque de circulation de l'information entre le siège central du FTDES et les différentes sections, ainsi qu'entre les sections elles-mêmes, une nouvelle stratégie de communication interne a été mise en place au cours des derniers mois. A ce titre, certains outils, comme une liste de discussion par e-mail, ont été introduits afin de garantir une information régulière sur les activités organisées par les différents bureaux du FTDES. Une formation générale des sections le 12 septembre 2013 à Tunis fut ainsi l'occasion de rappeler les instruments de communication interne et a présenté de manière approfondie les visions du FTDES ainsi que le nouveau projet d'Observatoire Social Tunisien.

Activité n°2 : Transfert de compétences.

Depuis février 2013, diverses rencontres entre les membres des sections ont été initiées par le siège central du FTDES afin de garantir la constitution d'un noyau dur de protagonistes au niveau national et du bon fonctionnement du réseau entre les différentes composantes du FTDES.

Précisément sur l'approche DESC (Droits Economiques, Sociaux et Culturels), une journée de formation sur « Le développement des techniques et outils de l'évaluation participative des besoins » s'est tenue dans les locaux du siège du FTDES à Tunis. Une dizaine de membres des sections de Monastir et du Bassin Minier-Redeyef ont ainsi participé à une réflexion de groupe animée par la coordinatrice du projet DESC-ASF (Avocats Sans Frontière). A l'issue de cette journée, la formatrice a souligné l'implication importante de chaque participant ainsi qu'une facilitation de l'apprentissage en raison de la méthodologie, la dynamique de groupe et les exemples pertinents évoqués par les participants durant leur travail de terrain.

Par ailleurs, trois journées de formation des sections se sont tenues à Hammamet les 21, 22 et 23 février 2013 dans une optique d'optimisation du réseau. Réunissant une trentaine de membres des sections, cette rencontre inédite fut l'occasion de créer des synergies entre les participants tout en présentant les activités et les difficultés de chaque bureau. Sept écueils majeurs ainsi que leurs solutions respectives ont dès lors été évoquées.



Ces réponses aux besoins se sont notamment concrétisées par l'organisation de trois nouvelles formations sur les DESC respectivement les 2-3 mars 2013 à Tunis, 4-5 avril 2013 à Monastir et à partir du 23 avril à Redeyef, Molares, Metlaoui et Mdhila. C'est ainsi que divers membres des sections de Monastir, Kasserine, Bassin Minier-Redeyef et Kairouan ont renforcé leurs connaissances conceptuelles et techniques liées aux Droits Économiques et Sociaux indispensables à la prise en charge des dossiers des personnes vulnérables afin d'améliorer leurs capacités d'analyse, d'argumentation et d'intervention stratégique sur les droits humains.

L'approche participative et interactive a été retenue comme démarche méthodologique pour conduire les différentes étapes de la formation. Cette option a facilité la prise de conscience des participant-e-s quant à l'importance d'adopter à leur tour une approche participative pour former les personnes vulnérables aux droits économiques et sociaux.

¹⁸Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.470498143005412.114325.293356094052952&type=3>

A travers leur implication active à l'animation de l'atelier au cours des séances plénières, aux travaux de groupe et au partage d'expériences, les participant-e-s ont pu tester leurs aptitudes, connaissances et capacités pour mener une formation destinée aux personnes vulnérables. Les cas pratiques et le travail de groupe ont été suivis de présentations théoriques. En outre, divers supports ont été distribués, tels qu'un manuel sur les DESC¹⁹ et des documents portant sur les « Droits économiques et sociaux vs Civils et Politiques », les « Obligations relatives aux droits de l'homme: obligations immédiates et Obligations fondamentales minimales », les « Principes fondamentaux des droits de l'Homme », « le degré dans lequel les droits étaient réalisés » ainsi que la « Justiciabilité des DESC ».

Une session de renforcement de capacités a été organisée, du 8 au 12 mai 2013, à Monastir. Assurée par le réseau News Tactics in Human Rights, cette formation rassembla une vingtaine de membres des sections locales. L'apprentissage portait alors principalement sur les deux axes suivants : le développement de stratégies qui permettent d'atteindre l'objectif de droits humains fixé et l'emploi de tactiques qui appuient la stratégie globale. Expériences de terrain et réflexions collectives ont dès lors permis aux composantes du FTDES d'identifier des outils concrets et créatifs d'évaluation et d'élaboration de stratégies de plaidoyer.

Conscient de la nécessité d'intégrer une approche genre dans ses activités, le bureau national de l'association a de surcroît initié une formation les 7 et 8 juin 2013 à Tunis afin de sensibiliser les membres des sections locales à cette démarche. Elle a par conséquent amélioré la compréhension des membres du FTDES en matière de genre et l'application pratique de l'approche afin de promouvoir une société égalitaire respectueuse de la dignité de la personne conformément aux références universelles des droits humains. A cet égard, une salariée de la section du FTDES de Kairouan avait également été formée durant le mois de novembre 2012 au Maroc dans une organisation de défense des droits des femmes. Cette formation a conduit à la mise en place d'un projet pilote par le bureau du FTDES à Kairouan.

Différentes formations techniques se sont également tenues depuis septembre 2013.

¹⁹ Disponible sur https://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/main_book_part_iii_frans_light.pdf

Ainsi, une formation sur les techniques de négociations a été organisée le 31 août et 1er septembre 2013 afin de permettre aux acteurs locaux d'augmenter leurs capacités en plaidoyer et de défendre au mieux les intérêts des populations cibles. Les membres du FTDES ont dès lors assisté à une formation sur l'utilisation des nouveaux médias les 26 et 27 octobre 2013, à une autre sur la gestion administrative et comptable le 30 octobre 2013 ainsi qu'à deux ateliers de transferts de compétences parallèles sur « leadership et plaidoyer des jeunes activistes » et « empowerment management » les 1^{er}, 2 et 3 novembre 2013.

Activité n°3 : Dynamisme des sections locales.

A travers ce rapport d'activités, le FTDES entend également fournir une visibilité aux actions de terrain menées par les sections locales au plus près des citoyen-ne-s.

1. Assises de la Société Civile : Monastir, 20-23 décembre 2013.

Le FTDES et les membres des sections locales ont participé aux Assises de la Société Civile qui se sont déroulées à Monastir entre le 20 et le 23 décembre 2013. De nombreux acteurs de la société civile tunisienne ont ainsi participé à 15 ateliers autour de quatre thématiques majeures en vue d'élaborer un projet sociétal pour la Tunisie. Les quatre thématiques suivantes furent dès lors évoquées : le développement économique et social, la réforme du système éducatif et la promotion des Arts et de la Culture, le régime politique, la décentralisation et la démocratie participative, et enfin, le respect des principes des Droits de l'Homme, des libertés fondamentales et la protection de l'environnement.

2. Section locale du Bassin Minier-Redeyef.



Marche d'ouverture du Forum Social Régional Bassin Minier, 13 octobre 2012, Redeyef²⁰.

Dans le cadre de ses activités, le FTDES encourage la création d'espaces de discussions et de débats afin de favoriser les partages d'expériences entre les acteurs locaux et régionaux. Organisé par la section locale du FTDES en lien avec le siège à Tunis, le Forum Social Régional du Bassin Minier qui s'est tenu à Redeyef les 13 et 14 octobre 2012 et sa deuxième édition les 2 et 3 novembre 2013 ont réuni près de deux cents participants chacun. La 2e édition comprenait également des animations pour les enfants de la région. Les participants ont notamment eu l'occasion d'échanger sur divers sujets tels que l'employabilité des populations du Bassin Minier, la question de la dette, le plaidoyer pour la constitutionnalisation des droits des femmes, la justice transitionnelle, la migration, la communication et les médias, le plaidoyer pour la constitutionnalisation du Pacte de Tunisie des Droits et des Libertés, la scolarisation et l'éducation nationale, la santé et l'environnement.



Atelier durant la 2e édition du Forum Social Régional Bassin Minier, 2 novembre 2013, Redeyef²¹.



Animation pour les enfants, 2 novembre 2013, Redeyef²².

²⁰ Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.416051605116733.105084.293356094052952&type=1>

²¹ Album disponible sur <https://plus.google.com/u/0/photos/104447853623574018593/albums/5943856387223241617>

²² Ibid.

Outre l'organisation du Forum Social Régional du Bassin Minier, la section locale du Bassin Minier-Redeyef a également proposé différents événements pour la promotion des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A cet égard, la projection du film-documentaire « Maudit soit le phosphate », réalisé par Sami Tlili, le 10 novembre 2012, a permis de définir les révoltes du Bassin Minier de janvier 2008 en tant qu'origines du processus révolutionnaire tunisien. Cependant, les martyrs de ce soulèvement populaire n'ont, à ce jour, obtenu aucune indemnisation. En ce sens, la section du FTDES a initié une rencontre le 16 novembre 2012 entre les représentants du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies et les familles des martyrs des révoltes de 2008 et les blessé-e-s de la révolution de 2010-2011.

المنظمة التونسية من أجل المواطنة بالتعاون مع المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية و الإجتماعية فرع الحوض المنجمي - الرديف تنظم لقاء لمناقشة الحراك الاجتماعي بالرديف الثورة والسيادة و البديل

OTC

«حديث مواطنة»

العنف الشرعي

المخطط التنموي

اغتيال الجمهورية

REPUBLICQUE

الأمن الجمهوري

اللجان

يوم 15 ديسمبر 2012 الساعة 14 بفضاء قاعة السينما بالرديف

Séminaire sur « la lutte sociale à Redeyef : richesses – souveraineté – alternatives », 15 décembre 2012, Redeyef.

Par ailleurs et dans le but de renforcer l'impact de ses activités, la section locale du Bassin Minier-Redeyef collabore avec d'autres organisations de la société civile. Elle a ainsi organisé un séminaire sur « la lutte sociale à Redeyef : richesses – souveraineté – alternatives » le 15 décembre 2012 en partenariat avec l'Organisation Tunisienne pour la Citoyenneté. Parallèlement, un hommage a été rendu le 5 janvier 2013 aux victimes de la répression policière du régime de Ben Ali à travers la commémoration du cinquième anniversaire de la révolte du Bassin Minier.

En outre, dans le cadre du Forum Social Mondial qui s'est tenu à Tunis en mars 2013, les membres de la section locale ont animé un atelier le 27 mars intitulé « Exploitation minière, mobilisation et processus révolutionnaire ». Il s'agissait dès lors d'améliorer les stratégies de luttes à travers le partage d'expériences de mobilisations sociales et citoyennes ainsi que l'étude de l'impact sur les politiques publiques. Leur participation active à l'atelier sur « les expériences des mouvements de luttes dans le Maghreb » le même jour témoigne par conséquent d'une réelle volonté d'établir des synergies avec d'autres acteurs de la société civile.

Les sections du FTDES entendent également être des forces de propositions auprès des autorités locales. A ce titre, une réunion entre les membres de la section du Bassin Minier-Redeyef et une représentante de la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports s'est tenue le 19 mars 2013 pour discuter des modalités d'un éventuel partenariat et de la mise en place de projets en faveur des jeunes cadres de la région. Afin d'offrir une visibilité aux revendications des habitant-e-s du Bassin Minier, la section locale du FTDES a par ailleurs accueilli des représentants de la société civile et des conseillers municipaux de Genève le 1^{er} avril 2013 ainsi que des représentants du journal français L'Humanité le 19 avril 2013.



 *La société civile et des conseillers municipaux de Genève, 1er avril 2013, Redeyef.*

3. Section locale de Monastir.

Au cours du premier trimestre 2013, la section de Monastir du FTDES a conduit une enquête auprès des ouvrières du textile dans le Gouvernorat de Monastir. A ce titre, les membres locaux du FTDES ont visité 28 usines dans les différentes régions, finalisé 260 questionnaires et rassemblé divers supports officiels. Courant janvier 2013, plusieurs réunions et recueils de témoignages ont été initiés. Des réunions avec l'expert ILN Shira Stanton, la coordinatrice du projet DESC Hakima Ghorri, Camille Leprince du CCFD-Terre Solidaire, Nayla Ajaltouni du COLLECTIF ESE et Martine Roy de la Confédération Française Démocratique du Travail se sont notamment tenues afin d'obtenir plus d'informations sur la situation des usines de textiles et les ouvrières de ce secteur. Hakima Ghorri s'est d'ailleurs de nouveau rendue dans les locaux du FTDES de Monastir afin de créer une base de données pour les usines de textile. De nombreuses rencontres avec des ouvrières victimes de violations de droits se sont déroulées respectivement le 30 janvier 2013 avec les ouvrières de l'usine OMK de Menzel El Khir, les 11 février et 8 mars 2013 avec Saad Radhia, ouvrière de l'usine AS de Ksar Helal et victime d'un accident de travail ainsi que les 9, 17 et 23 mars avec d'autres ouvrières. Ces entrevues rappelèrent alors les fonctions de discussion – généralement appuyée par des pièces justificatives –, de soutien et d'accompagnement du FTDES. En ce sens, un rapport rédigé en partenariat avec l'ONG Avocats Sans Frontières sur les conditions de travail des ouvrières du textile dans le gouvernorat de Monastir est actuellement en cours de publication.

Outre son implication dans l'organisation du Forum Social Mondial de Tunis, la section de Monastir a animé un atelier le 27 mars 2013 sur les violations des droits économiques et sociaux des femmes travailleuses dans le secteur du Textile. Elle a également participé à la réalisation d'un atelier sur la responsabilité sociale des entreprises en collaboration avec la FIDH, le CCFD-Terre Solidaire et le Forum Citoyen pour la Responsabilité Sociale des Entreprises. Cet intérêt pour les forums s'est visiblement manifesté par l'engagement des membres du FTDES dans le Forum Social Local de Monastir. Du 24 au 27 janvier 2013, l'association a ainsi pu se présenter aux Municipalités de Monastir et réaliser un atelier sur les violations des droits économiques et sociaux des femmes dans le secteur du textile.

De même, la section de Monastir est intervenue lors d'une table ronde réalisée sur l'impact de la crise politique et économique sur le secteur du textile les 28, 29 et 30 octobre 2013 à Monastir.



Mounir, Président de la section de Monastir du FTDES, animant un atelier sur la Responsabilité Sociale des Entreprises, Forum Social Mondial, 28 mars 2013, Tunis.

Par ailleurs, la section de Monastir du FTDES a dirigé le 6 janvier 2013 une commémoration du soulèvement du pain de 1984 à Ksibet El Mediouini.

Une enquête sur le désastre écologique de la baie de Monastir a également été publiée en mai 2013. Les revendications principales de ce rapport de plaidoyer furent l'adoption de mesures en faveur de l'assainissement des eaux de la région. Dès lors, un compte rendu public concernant les décisions prises suite aux négociations opérées avec le gouvernement a été effectué le 24 novembre 2013 dont notamment l'attribution gouvernementale de 84 millions de dinars à la région pour l'assainissement des eaux usées.



Réunion de négociation sur l'assainissement de la baie de Monastir au siège du Ministère de l'Equipement, 20 septembre 2013, Tunis.



Compte rendu public sur les décisions gouvernementales sur la pollution de la baie de Monastir, 24 novembre 2013, Ksibet El Mediouni ²³.

Afin de s'attacher au volet « droits culturels » compris dans l'approche DESC, la section de Monastir a également organisé un « camping du livre pour les enfants » les 12, 13 et 14 septembre 2013. Cet événement culturel permet ainsi de sensibiliser les enfants à l'accès à la connaissance et aux savoirs.

4. Section locale de Kairouan.

Inaugurée en octobre 2012, la section locale de Kairouan a rapidement mis en place des activités qui visent à favoriser les échanges entre les acteurs locaux de la société civile. Ainsi, le Forum Social Régional sur le développement et la mobilisation contre les projets d'exploitation du gaz de schiste du 17 novembre 2012 a rassemblé plus d'une centaine de participants.



Forum Social Régional Gaz de schiste et développement, 17 novembre 2012²⁴, Kairouan.

²³ Album disponible sur <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.584658868256005.1073741866.293356094052952&type=3>

²⁴ Album disponible sur <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums/5880900219459709057>

Afin de veiller au respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans la législation tunisienne, les membres de la section de Kairouan ont participé à la lecture critique du projet de Constitution le 25 janvier 2013. Cet évènement a notamment été l'occasion pour les différentes composantes de la société civile de partager leur vision sur le Pacte de Tunisie des Droits et des Libertés.

Par ailleurs, en vue de préparer le Forum Social Mondial de mars 2013, des membres de la section FTDES Kairouan, de la Ligue Tunisienne de défense des Droits de l'Homme, de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates et du Syndicat de l'Enseignement Secondaire se sont réunis à Kairouan le 3 février 2013. Articulée autour de quatre ateliers, cette journée a permis de mettre en exergue les priorités économiques et sociales de la région telles que l'accès à l'éducation, les luttes sociales, les droits et les libertés ainsi que l'économie et la souveraineté nationale.

Dans le but de renforcer les synergies entre les associations locales, la section du FTDES a intégré la Coalition de la société civile de Kairouan le 8 février 2013. Cet organe a publié plusieurs communiqués afin de soutenir les revendications des avocats et des enseignants contractuels et de réclamer la mise en place d'une police républicaine, au service des citoyen-ne-s et respectueuse des droits de l'Homme.

A travers ses activités, la section locale de Kairouan accompagne les nombreuses femmes de la région travaillant dans l'artisanat et le secteur rural. C'est à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes en mars 2013 qu'une Commission Femmes – composée des membres de la section locale, d'une assistance sociale et d'une psychologue – a été mise en place au sein du bureau de Kairouan. A ce titre, une journée de formation sur les droits économiques, sociaux et culturels a été organisée le 19 avril 2013 sur la thématique de la précarité des travailleuses dans la région et un atelier de sensibilisation aux droits des femmes a également été initié par la coordination le 16 octobre 2013. De plus, la commission et des associations partenaires (ATFD - Section Kairouan) ont participé à une campagne de sensibilisation et de plaidoyer sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes

de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) du 29 Septembre 2013 au 15 Décembre 2013, intitulée « Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes Plaidoyer et Mobilisation ».



En outre, les membres de la section locale de Kairouan ont participé activement au Forum Social Mondial qui s'est tenu à Tunis du 26 au 30 mars 2013 à travers l'animation de deux ateliers. Le premier portait sur la mobilisation contre les projets d'exploitation du gaz de schiste. Les approches juridiques, scientifiques et environnementales ont dès lors mis en lumière les répercussions négatives de l'exploitation du gaz de schiste. Symbolisé par la projection du film-documentaire « Kairouan : représentations et réalités » réalisé par le FTDES, le second atelier a permis de souligner l'importance d'une réflexion sur les nouvelles alternatives de développement pour la région de Kairouan. Une journée d'étude sur l'infrastructure dans la ville de Kairouan a également été organisée le 26 octobre 2013 afin de revenir sur les enjeux environnementaux de cette région.

Enfin, cette section est partenaire du processus de « Dialogue entre Femmes Tunisiennes » lancé à Tunis le 29 juin 2013. Divisée en plusieurs séquences d'échanges et de socialisation jusqu'en mars 2014, cette initiative est coordonnée par l'organisation internationale Search for Common Ground-Tunisie²⁵ dans le but de promouvoir une culture de dialogue constructif entre les organisations de femmes de la société civile aux idéologies et priorités différentes.

²⁵ En partenariat avec plusieurs agences internationales, associations tunisiennes et personnalités publiques.

5. Section locale de Kasserine.

Depuis son ouverture en novembre 2012, la section locale de Kasserine a réalisé plusieurs actions en commun avec des organisations de la société civile. Ses membres ont ainsi animé un atelier sur l'économie informelle le 27 mars 2013 dans le cadre du Forum Social Mondial. Par ailleurs, ils ont également organisé une conférence sur le rôle d'internet dans la transition démocratique le 20 avril 2013 en partenariat avec d'autres acteurs de la société civile. Enfin, suite aux événements tragiques survenus dans le Jebel Châambi, une coalition régionale composée d'une dizaine d'associations locales et coordonnée par le FTDES a publié le 1^{er} mai 2013 un communiqué intitulé « Tous contre le terrorisme ». La section locale de Kasserine a par la suite dénoncé le terrorisme à travers un rassemblement le 4 mai et une série d'activités culturelles le 8 mai 2013 autour du slogan « il faut soutenir le Chaambi, il faut soutenir la Tunisie ».



Tente du FTDES pendant le Forum Social Mondial, 27 mars 2013, Tunis.

Thématique n°4 : L'Observatoire Social Tunisien

Lancement d'un projet novateur

Afin de développer une synergie pluri-acteurs et inscrire les questions sociales au cœur du débat national, le FTDES a créé en septembre 2013 l'Observatoire Social Tunisien (OST). Ce dernier a pour ambition d'être un laboratoire d'idées et d'initiatives sur les enjeux économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Il envisage de contribuer à une meilleure visibilité des mouvements sociaux et une prise en compte des exigences sociales du peuple tunisien dans le contexte de transition politique.



En outre, il veut renforcer la dimension sociale du développement, encourager la mise en place de projets solidaires alternatifs ainsi que l'exercice de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Dès lors, le défi majeur de l'OST est de promouvoir un modèle alternatif de développement pour la Tunisie et les générations futures.

À travers l'OST, le FTDES entend créer un organisme autonome d'information et d'analyse afin de renforcer l'expertise des organisations de la société civile tunisienne et internationales sur les défis actuels en Tunisie puisque les données sur les problématiques économiques, sociales et environnementales dépendent actuellement des sources gouvernementales. À ce titre, les thématiques de l'Observatoire Social Tunisien sont axées sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC), la migration, le genre, les droits environnementaux et les inégalités régionales à travers la mise en exergue d'indicateurs sur la pauvreté, la précarité, l'éducation, l'exclusion, la santé, le chômage et les mouvements citoyens et syndicaux.

Par ailleurs et malgré leur pluralité dans le contexte de transition politique, les mobilisations sociales et citoyennes peinent souvent à dépasser le stade de la contestation. De ce fait, l'Observatoire Social Tunisien s'attribue également une mission de formulation de pistes alternatives pour lutter contre les inégalités, l'exclusion et l'injustice sociales. Par la tenue de Forums Sociaux Régionaux et la mise en place d'espaces de dialogues, de débats et de partages d'expériences entre les acteurs sociaux, l'OST constitue donc un instrument de communication. Il relaie en conséquence les revendications des mobilisations sociales tout en favorisant la concertation entre les organisations de la société civile et les acteurs politiques locaux, régionaux et nationaux.

Enfin, l'Observatoire Social Tunisien ne s'inscrit aucunement dans une vision politique. Son objectif est de dresser un état des lieux de la situation économique, sociale et environnementale accessible au grand public. Il cherche dès lors à engager et alimenter le débat le plus ouvert entre différentes sensibilités économiques, politiques et sociales en Tunisie au moyen d'approches scientifiques pluridisciplinaires.

Activité n°1 : Ateliers, séminaires et tables rondes.

Dans le cadre du séminaire organisé à Tunis les 15 et 16 novembre 2013 à l'initiative de l'Observatoire Social Tunisien, des experts économistes tunisiens et internationaux ont amorcé un processus de réflexion sur les pistes alternatives de développement dans les pays du Maghreb.

Ils ont notamment insisté sur les limites des politiques économiques néolibérales – qui mettent l'accent sur la privatisation et le désengagement de l'Etat – et la nécessité de promouvoir et formuler une alternative viable au modèle de développement actuel. Ainsi, les intervenants ont plaidé en faveur d'une restructuration des politiques industrielles et agricoles et d'une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques. Rappelant que les échanges entre les Etats d'Afrique du Nord représentent 1,5 % de leur commerce extérieur – soit le taux régional le plus bas du monde –, la problématique de l'intégration économique maghrébine qui inclut des considérations sociales et environnementales a ainsi été soulevée et fit l'objet de recommandations.



A travers la tenue d'événements réunissant divers experts de la société civile sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux, l'Observatoire Social Tunisien entend être une force de propositions sur la formulation de pistes alternatives de développement. A ce titre, les actes de ce séminaire seront transmis au public afin de renforcer les capacités de plaidoyer de la société civile pour un développement viable et respectueux des générations futures.

Activité n°2 : Information et communication.

1. Communiqués, conférences de presse et notes critiques

Afin d'approfondir la réflexion sur divers enjeux abordés par l'Observatoire Social Tunisien tels que la migration, le développement alternatif, le chômage, la pollution et les conditions de travail, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux a organisé une conférence de presse le mercredi 9 octobre 2013 à Tunis. Les objectifs et les missions de l'Observatoire Social Tunisien ont notamment été exposés à une centaine de participants, dont des représentants d'associations tunisiennes, d'organisations internationales, d'ambassades, d'agences de coopération et des médias.



En outre, l'Observatoire Social Tunisien a diffusé un article en décembre 2013 afin d'alerter sur la situation des réfugiés en Tunisie près de trois ans après l'ouverture du camp de Choucha. Par ailleurs et suite au recensement des mouvements sociaux effectués entre les 24 octobre et 28 novembre 2013 par l'Observatoire Social Tunisien à travers les médias et ses relais locaux, une note a également été publiée en décembre 2013 sur la montée des mouvements de protestations au cours des mois d'octobre et novembre 2013.

Enfin, l'annonce par certains médias de l'aggravation de l'état de santé des enfants et notamment la fermeture de deux écoles en raison d'épidémies au cours du mois d'octobre 2013 ainsi que la publication du rapport du Ministère du Développement et de la Coopération Internationale, de l'Institut National de la Statistique et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance sur le suivi de la situation des enfants et des femmes en Tunisie ont encouragé l'Observatoire Social Tunisien à publier une analyse sur la santé des enfants à partir de la problématique des inégalités régionales. Cette étude souligne notamment la vulnérabilité des gouvernorats de Kasserine, Kairouan et Sidi Bouzid quant à l'état de santé des enfants, met en relief les différents facteurs – liés notamment aux secteurs de l'eau et de l'assainissement – à l'origine de cette conclusion et souligne l'importance de l'application effective des conventions internationales par le gouvernement tunisien.

2. Rencontres et événements

Le 12 septembre 2013, les membres des sections locales ont participé à une réunion d'information sur le lancement de l'Observatoire Social Tunisien au siège du FTDES à Tunis. Cette rencontre a notamment été l'occasion d'insister sur le rôle majeur des sections régionales – et des collecteurs de données – dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, les données récoltées par ces dernières renforceront l'approche de terrain régional et national de l'Observatoire Social Tunisien dans ses analyses économiques, sociales et environnementales.

En outre, le même jour, le FTDES a ouvert ses locaux au public entre 15h30 et 19h30. Une exposition de photographies sur la migration, divers supports de sensibilisation de l'Observatoire Social Tunisien, des dessins réalisés par des étudiants de l'Université Tunis – El Manar sur la thématique des Droits Economiques, Sociaux et Culturels ont ainsi accueilli les personnes venues s'informer sur les champs d'actions de l'OST.



Portes ouvertes du FTDES, 9 octobre 2013, Tunis.

Enfin, les participants ont également eu l'occasion de mieux cerner les enjeux liés aux luttes sociales des habitants du Bassin Minier de 2008 grâce à la diffusion du documentaire « Leila Khaled, la Tunisienne », réalisé en août 2009 par le Comité National de Soutien aux habitants du Bassin Minier. Ce documentaire a d'ailleurs fait l'objet d'un cycle de projection-débat organisé en partenariat avec le Réseau Alternatives des Jeunes – Tunisie (RAJ) entre les 6 et 11 décembre 2013 au sein de quatre universités du grand Tunis (Faculté du 9 Avril, Campus Tunis - El Manar, Ecole Supérieure de Commerce de la Manouba et l'Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture). Ainsi, près d'une centaine d'étudiants ont pu échanger sur les conditions de vie des populations du Bassin Minier et plus particulièrement sur le rôle joué par les femmes militantes lors des mouvements sociaux.

Le 5 décembre 2013, l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien a participé à la Journée Internationale de Volontaires (JIV) qui s'est tenue au Centre Culturel de Menzah 6. Organisée conjointement par France Volontaires Tunisie, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA), cette journée mondiale célébra l'engagement des volontaires et des bénévoles au sein de leur association et visait notamment à sensibiliser les jeunes aux actions citoyennes.

Divers supports de sensibilisation relatifs aux thématiques de l'Observatoire Social Tunisien telles que la migration, les enjeux économiques et sociaux, les inégalités régionales et les inégalités de genre ont alors été présentés au public par les trois volontaires du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux.



Stand d'information du FTDES lors de la Journée Internationale des Volontaires, 5 décembre 2013, Centre culturel Menzah 6, Tunis.

3. Outils web

Tout d'abord, l'OST a diffusé quatre newsletters depuis sur création respectivement sur les mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2013. L'objectif de ces newsletters sont alors d'informer le public sur l'état d'avancement du projet ainsi que d'attirer l'attention des lecteurs sur certaines données collectées.

Par ailleurs et afin de disposer pleinement des capacités de gestion et de maintenance du site web de l'Observatoire Social Tunisien, le développeur web et créateur du site internet de l'OST, a dispensé une formation le 21 novembre 2013 aux membres de l'équipe sur l'utilisation de cet outil. Ce site web propose à l'internaute une facilité d'accès aux données collectées, aux études et aux analyses qui seront alors publiées par l'Observatoire Social Tunisien.

Une autre session de formation sur l'utilisation d'un serveur commun de partages de données s'est opérée les 28 et 29 novembre 2013 afin de faciliter l'information et la communication entre les équipes du siège et du terrain.

Suite à l'annonce récente du Ministère de l'Education concernant la déscolarisation de plus de 100 000 élèves au cours de l'année 2012-2013, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux dans le cadre de l'Observatoire Social Tunisien a entrepris la mise en place d'une étude afin d'identifier les enjeux et les facteurs de ce phénomène sociétal. Cette enquête constitue en conséquence le premier champ de recherche de l'Observatoire Social Tunisien. Grâce à un travail de terrain auprès des déscolarisé-e-s et de leur famille dans trois régions de Tunisie (Monastir, Kasserine, Kairouan), une analyse sociologique s'appuyant sur le genre sera effectuée du point de vue des trajectoires des élèves, de leur environnement et des représentations qu'ils ont d'eux-mêmes et de l'école. Il s'agira alors de cibler les spécificités du phénomène de déscolarisation et de déterminer l'influence du contexte de crise actuel sur le système éducatif tunisien.

Afin d'adopter une démarche scientifique, l'Observatoire Social Tunisien s'est doté d'un conseil scientifique qui oriente et définit ses champs d'actions et valide les publications annuelles. Réuni pour la première fois le 6 septembre dernier, il a notamment salué le caractère novateur des objectifs et des missions de l'Observatoire Social Tunisien.

Le 18 novembre 2013, le conseil scientifique de l'Observatoire Social Tunisien s'est à nouveau réuni afin d'établir une méthodologie sur les techniques de recherche et d'enquête de terrain au profit des collecteurs de données présents dans les sections régionales. A cette occasion, les membres du conseil scientifique ont salué la qualité des interventions du séminaire sur le développement alternatif au Maghreb organisé par l'OST les 15 et 16 novembre 2013. Par ailleurs, l'état d'avancement de l'enquête sur le phénomène de déscolarisation leur a été exposé. A cet égard, des entretiens sont actuellement menés auprès des déscolarisé-e-s et de leur famille par les membres des sections régionales du FTDES. En outre, une autre enquête sur l'accès à l'eau potable dans les écoles primaires du gouvernorat de Kairouan a été présentée aux membres du conseil scientifique. Enfin, compte tenu du manque d'information dont souffre la société civile sur les mouvements sociaux, il a été convenu que l'Observatoire Social Tunisien publiera un ouvrage sur la question avant l'été 2014.

Rapport concernant la situation des réfugiés au camp de Choucha



Rapport sur les conditions de vie des populations du Bassin Minier



Rapport sur les Tunisiens disparus en mer en 2012



Lien de téléchargement :

http://ftdes.net/sites/default/files/rapport_immigrant%202013_2.pdf#overlay-context=

Rapport sur le désastre écologique de la Baie de Monastir



Lien de téléchargement :

http://ftdes.net/sites/default/files/Le%20d%C3%A9sastre%20%C3%A9cologique%20de%20la%20Baie%20de%20Monastir_0.pdf

Etude sur la démocratie locale



Rapport sur les violations des droits économiques et sociaux des ouvrières du secteur du textile (version arabe).



Rapport sur les violations des droits économiques et sociaux des ouvrières du secteur du textile (version française).

Violations des droits économiques et sociaux des femmes travailleuses du secteur du textile
(Étude de cas: la région de Monastir)

La suppression en 1995 des quotas mentionnés par les accords multifibres et la cessation totale de leur application à partir de 2005 fut à l'origine de nombreuses répercussions sur le secteur du textile. La baisse de récurrence quantitative des importations accompagnée par la concurrence des pays rivaux et des grandes sociétés et distributeurs européens qui imposent leurs conditions draconiennes ainsi que leurs nouvelles orientations vers les marchés asiatiques – aux marges de gain plus attractives, générées par une main d'œuvre, bon marché et une pluralité de produits – sont à l'origine d'une perte considérable de part de marché pour les entreprises tunisiennes, moins compétitives, au sein du commerce international.

Le présent rapport entend dès lors souligner les principales conséquences de la suspension des quotas pour le secteur du textile tunisien en termes d'atteintes aux droits économiques et sociaux selon une approche genre. Il s'agit dès lors de présenter la nouvelle configuration et les grandes mutations du secteur du textile depuis 2005 dans le gouvernement de Monastir ainsi que leurs répercussions sur les conditions de vie et de travail des ouvrières du secteur.

VIOLATIONS des droits économiques et sociaux
DES FEMMES travailleuses dans le secteur du Textile
(Étude de cas: la région de Monastir)

COLLECTIF ETHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

MONDIALISER LES DROITS HUMAINS AU TRAVAIL

FTDES FORUM TUNISIEN DROITS ÉCONOMIQUES SOCIAUX

Forum Tunisien Pour Les Droits Économiques Et Sociaux
Avenue Farhat Hached, Bloc Adème étage, 1001, Tunis, Tunisie
TÉL: +216 71 25 76 64 Fax: +216 71 25 76 65
Site web: www.ftdes.net www.facebook.com/ftdes

Observatoire Social Tunisien
المركز الاجتماعي التونسي

Lien de téléchargement :
http://ostunisie.org/site/sites/default/files/Rapport_textile_FR_CS5_3_0.pdf

Rapport sur les violations des droits économiques et sociaux des ouvrières du secteur du textile (version française).

كتاب من كتاب
الخطوات

Lien de téléchargement :
<http://www.ftdes.net/fr/node/248>

Pour télécharger tous nos rapports : <http://ftdes.net/fr/ftds-rapports>

Chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/user/FtdesTunisie>

Chaîne streaming : <http://bambuser.com/channel/ftdes#>

Albums photos : <https://plus.google.com/photos/104447853623574018593/albums?banner=pwa>

Communiqués : <http://ftdes.net/fr/communiques>

Ce rapport rédigé en janvier 2014 retrace les diverses activités du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) réalisées entre les mois de septembre 2012 et décembre 2013.

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Septembre 2012 – Décembre 2013

RAPPORT D'ACTIVITÉS

